

Il nous a semblé que quelques articles sur ce sujet ne manqueraient pas d'actualité. Nous avertissons loyalement nos lecteurs que nous prendrons les choses de loin et que nous remonterons au déluge. Heureux serons-nous si nos considérations et éclaircissements intéressent les esprits réfléchis auxquels ils s'adressent.

Trois systèmes politiques se disputent la faveur des hommes : l'absolutisme, l'individualisme, l'idéal social chrétien. L'absolutisme sacrifie tout au pouvoir central et devient tyrannie ; l'individualisme sacrifie tout à la liberté des personnes et dégénère en anarchie ; l'idéal social chrétien a la prétention d'organiser les rapports sociaux sur le modèle de la famille, c'est-à-dire de sauvegarder le respect dû à l'État sans attenter aux droits de l'homme.

Inutile d'ajouter que cette troisième conception du gouvernement est la seule qui mérite les suffrages des chrétiens et des hommes libres. La première fait des esclaves, la seconde fait des sauvages.

Le malheur est que, comme la perfection ne se trouve pas ici-bas, l'idéal ne parvient jamais à s'y réaliser. L'homme avec sa nature complexe ne trouve jamais entière satisfaction. Les rêveurs d'utopies et les fabricants de constitutions éprouvent d'amères déboires chaque fois qu'ils descendent des abstractions et se heurtent aux réalités de la vie.

C'est précisément la déception qu'on ne manque pas d'éprouver en comparant l'idéal du gouvernement chrétien si parfait avec les réalités si imparfaites de nos gouvernements modernes, teintés plutôt que pénétrés de christianisme, qui donne aux doctrines absolutistes et individualistes des chances de survie et les rend si redoutables.

Les hommes assoiffés d'ordre et de prospérité matérielle aspireront toujours à une forme de gouvernement plus ou moins absolu. Les hommes qui souffrent ou que les inégalités et les injustices sociales exaspèrent pencheront toujours vers l'anarchie.

Les gouvernements ont donc bien tort, même au point de vue purement humain, de persécuter la religion. Ils se privent par cette politique insensée du principal facteur de la paix sociale et du progrès.